



Ses réseaux

INSPIREURS



Thomas Piketty
36 ans, ancien membre du Conseil d'analyse économique, est reconnu pour ses travaux sur les hauts revenus et les inégalités depuis 2006.
Patrick Le Hénaff
Historien de l'immigration.
Dominique Méda
Sociologue du travail.
François Dubet
Sociologue de l'éducation.
Thomas Piketty
Professeur d'économie financière à l'université de New York.

ENTREPRISE



Pierre Bergé
Ancien PDG de Yves Saint-Laurent.
Jean-Noël Tron
Directeur général d'Orange France.

SOCIÉTÉ CIVILE



Benjamin Stora
Historien du Maghreb, 57 ans, il a participé à la rédaction du discours de Villepin et, avec 200 intellectuels, appelé à voter pour M^{me} Royal.
Aziz Ridwan
Président de l'Association des audionautes.
Brahim Abbou
Militant associatif.

GARDE RAPPROCHÉE



Sophie Bouchet-Petersen
Conseillère spéciale de la candidate, 58 ans, ancienne militante de la LCR et membre du PS depuis 1993, elle fut conseillère de François Mitterrand, avant de rejoindre, en 1999, le cabinet de M^{me} Royal au ministère de l'Éducation nationale. Elle a aussi été conseillère spéciale de la candidate à la région Poitou-Charentes.
Jean-Pierre Mignard
Avocat.
Mathieu Rastoin
Directrice de l'agence de communication Ogilvy et Mather.

PREMIERS MINISTRABLES



Jean-Louis Bianco
Codirecteur de campagne, 64 ans, il fait partie de l'équipe rapprochée de la candidate depuis la campagne pour l'investiture socialiste. Député des Alpes-de-Hautes-Provence depuis 1997, il a été ministre des affaires sociales, ministre de l'équipement de François Mitterrand et secrétaire général de l'Elysée.
François Ruksaman
Maire de Dijon, numéro 2 du PS, codirecteur de campagne.
Jean-Marc Ayrault
Maire de Nantes, député de Loire-Atlantique, président du groupe PS à l'Assemblée nationale.

FUTUR DIRECTEUR DE CABINET



Christophe Chantelopy
Conseiller d'Etat, 47 ans, il a été le directeur de cabinet de Ségolène Royal durant la campagne après avoir dirigé, entre 1997 et 2000, son cabinet au ministère de l'Éducation nationale. Il avait été auparavant conseiller technique d'Edith Cresson et de Pierre Bérégovoy.

Les premières mesures pour la France...

SOCIÉTÉ

La première loi du quinquennat de M^{me} Royal portera sur les violences faites aux femmes, les crimes sexuels contre les femmes et les enfants et sur l'accès gratuit des jeunes à la contraception.

SOCIAL

Fin mai, devrait se tenir une conférence sur la croissance, l'emploi et les salaires avec les partenaires sociaux fixant une méthode et un agenda. À l'ordre du jour : réforme du dialogue social, relèvement du smic (1 500 euros brut), des bas salaires, des petites retraites et de l'allocation adulte handicapé (AAH).

SÉCURITÉ

Rétablissement rapide de la police de proximité.

ÉDUCATION

Dès la rentrée scolaire, les emplois supprimés par la droite dans l'éducation nationale seront rétablis. Des états généraux sur l'école seront organisés. Un soutien scolaire gratuit sera proposé dans les établissements. Dès août 2007, l'allocation de rentrée scolaire sera doublée.

RECHERCHE

Une loi d'orientation et de programmation sera discutée en tout début de législature.

FISCALITÉ

La remise en cause des baisses d'impôts accordées aux contribuables les plus aisés et la suppression du bouclier fiscal limitant à 60 % du revenu la somme des impôts directs devraient figurer dans le projet de loi de finances pour 2008 qui sera discuté à l'automne 2007.

INSTITUTIONS

La réforme institutionnelle (interdiction du cumul des mandats, introduction d'une dose de proportionnelle aux élections législatives, référendum d'initiative populaire) sera soumise aux Français dès l'automne par voie référendaire.

EMPLOI

Mise en place du droit au premier emploi pour les jeunes, du « contrat première chance » avec les TPE (très petites entreprises) qui embauchent des jeunes sans qualification (exonération de charges sociales et de salaires pendant un an). Sera créée la sécurité sociale professionnelle, consistant notamment en une rémunération égale à 90 % du dernier salaire net perçu.

ÉCOLOGIE

Moratoire immédiat sur la culture des OGM en plein champ et incitations fiscales en faveur des énergies renouvelables.

...et l'Europe

Ségolène Royal a confirmé dès le soir du premier tour que les Français, si elle était élue, « seront appelés à se prononcer par référendum » sur le nouveau traité qui remplacera la Constitution européenne rejetée en 2005 par la France. Elle a annoncé pendant la campagne que, s'il est élu, elle se rendrait à Berlin pour rencontrer la chancelière allemande Angela Merkel (l'Allemagne préside actuellement les travaux de l'Union européenne). Elle devra discuter avec elle des nouvelles négociations sur l'avenir du projet européen, qui doivent être lancées lors du prochain sommet des Vingt-Sept, prévu pour les 21 et 22 juin, quatre jours après le second tour des législatives françaises.

La candidate socialiste veut faire « l'Europe par la preuve », et obtenir, en préalable aux négociations, un accord sur la redéfinition de la stratégie sociale de l'UE et ses politiques d'avenir. Elle entend aussi revoir le rôle de la Banque centrale européenne.



1997. Ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire du gouvernement Jospin. Elle met à disposition gratuitement la pilule du lendemain dans les lycées, fait voter une loi contre le bizutage et relance les zones d'éducation prioritaires (ZEP).

2000. Ministre déléguée à la famille et à l'enfance du gouvernement Jospin. Elle se fait connaître du grand public en réformant l'autorité parentale et l'accouchement sous X, et en créant un congé de paternité de deux semaines.



2004. Présidente du conseil régional de Poitou-Charentes. En mars, elle est élue à la présidence de cette région en battant Elisabeth Morin (UMP), qui avait succédé à Jean-Pierre Raffarin, nommé premier ministre de Jacques Chirac.

2006. Le 16 novembre, elle est élue candidate officielle du PS à l'élection présidentielle de 2007 par les militants du PS, au premier tour, par 60,60 % des voix.